

l'affaire de Marseille, avait choisi comme avocat un membre du PS, sénateur maire d'Aix en Provence (8) !

Dans le même temps qu'il critique, le P « C » F continue lui-même de s'enfoncer dans « l'union du peuple de France ».

Bien que mis en sommeil, le mot d'ordre « union du peuple de France » n'est pas cependant abandonné. Les Cahiers du Communisme de décembre 74, après le début de la campagne contre le PS, se traînent aux pieds des politiciens gaullistes : « le problème de rassembler très au delà de la gauche ceux qui se sont reconnus et qui se reconnaissent dans le gaullisme... se pose en termes urgents » et, plus loin, « de Gaulle a fait la place dans le personnel politique à des intérêts et à des revendications qui sont plus ceux de la moyenne et de la petite bourgeoisie, voire à certaines aspirations populaires, que franchement du grand capital » ! De même « l'Huma » réserve une chronique abondante au moindre pet de travers de la grande famille des gaullistes, de Charbonnel à Debré, en passant par l'UJP.

(8) Les informations, 27 janvier 1975.

Concernant les PME, la politique du P « C » F n'a pas changé et il est toujours question, malgré le chômage, l'inflation, les licenciements, que les intérêts des petits et moyens patrons convergent avec ceux de la classe ouvrière. Même si leurs représentants à la commission Sudreau, que le PC voudrait bien voir voter pour lui, déclarent vouloir « interdire les candidatures syndicales au premier tour des élections professionnelles afin de mettre fin au monopole des grandes centrales », comme l'a proposé par ailleurs Chignaud, l'adjoint de Poniatowski.

L'autre face du P « C » F qui bombe le torse en disant qu'il défend la classe ouvrière, c'est sa démagogie électorale qui n'a pas cessé : pour gagner les juges les plus réactionnaires par exemple, le P « C » F part en guerre contre ceux « qui veulent détruire la justice » quand des magistrats progressistes lancent une campagne contre la répression dont ils sont l'objet. Il cherche les voix des officiers y compris généraux en amalgamant les revendications des appelés et celles de grands ; il plaint autant l'amiral Sanguinetti qui n'a pu, le pauvre, accéder au poste de Chef d'Etat Major, que les soldats Ravet

et Taurus qui ont été emprisonnés après Draguignan. Pour faire plaisir aux cadres, il leur dit d'abandonner « leurs complexes de culpabilité » et il défend les grandes écoles : défendre les grandes écoles, pour le P « C » F, « ce n'est pas défendre un privilège, mais lutter pour une réelle démocratisation des grandes écoles » (Huma 14.12.74). Le Guen responsable CGT des cadres prétend que les cadres ont plus souffert de la baisse des revenus et défend le maintien de la hiérarchie des salaires actuels. Dans la médecine, le P « C » F s'occupe plus « des conditions de recherche et d'étude » que n'ont pas les chercheurs et les grands patrons, que des revendications des infirmières et aide-soignantes. Marchais sortant de Lariboisière après avoir été soigné, commence par remercier les grands médecins, puis il parle du « dévouement » des infirmières, comme Giscard parle du « dévouement » et de la « franchise » des immigrés.

Ce serait facile de continuer cette liste et de montrer que le P « C » F, qui affirme par ailleurs « son autorité révolutionnaire » pratique le recrutement électorale comme n'importe quel autre parti bourgeois.

Le P « C » F est condamné à l'oscillation entre critique et louange ou collaboration avec le PS.

A la moindre approbation du bout des lèvres de Mitterrand, le P « C » F, qui a, par ailleurs, réussi à affaiblir le crédit électoral du PS — comme le prouveraient les sondages —, se précipite pour voir là un progrès : « Un progrès », il a le titre de l'éditorial de l'Huma du 28 février, sous prétexte que le comité de liaison de la gauche s'est réuni et a décidé cent meetings ! Mais on oublie de voir l'importance de la visite de Giscard reçu le même jour en frère de classe à Marseille par Deferre.

Après la conférence de Mitterrand, début février, Andrieu a trouvé que celui-ci revenait à des positions plus claires. Qu'il commence à revenir de la collaboration de classe où il était hier, mais pas avant hier ! Pourquoi donc ? tout simplement parce qu'il a tenu des propos « encore un peu vagues » mais qui paraissent « en retrait sur son discours à la télévision » (Huma, 14.02.75). Dès que le comité de liaison s'est réuni, voilà que la douceur unitaire revient sous les plumes des journalistes révisionnistes : il ne s'agit plus que « d'un comportement... qui suscite quelques préoccupations » (Huma 22.02.75).

Les révisionnistes sont condamnés à ces oscillations car, s'ils sont contents d'avoir fait reculer le prestige électoral de Mitterrand, ils ne peuvent oublier qu'ils sont embarqués sur la même galère électorale que lui, et qu'en critiquant Mitterrand, ils ne peuvent qu'affaiblir l'union dans son ensemble et en pâtir eux-mêmes. Pris dans la contradiction, ils jouent avec le feu : à chaque fois qu'ils baissent leurs critiques, Mitterrand parle plus fort, les admoneste sous son calme simulé de futur chef d'Etat.

De toutes façons, les critiques du P « C » F ne peuvent que laisser des traces durables dans l'électorat

et de visites (le révisionniste Ballanger sortant de l'Elysée), le P « C » F n'a rien à envier à Mitterrand.

